

La menace d'une nouvelle occupation étrangère et carence des hommes d'état. Un dépassement de soi n'est elle pas nécessaire pour sauver la perle des Antilles ?

Une fois de plus, notre Pays (Haïti) se trouve sous la menace d'une nouvelle occupation étrangère. Ce qui constitue un autre affront ou beaucoup plus une nouvelle humiliation pour les vrais Haïtiens. Tout cela peut être évité jusqu'à présent s'il reste encore un minimum de patriotisme, de conscience et bon sens chez les protagonistes de cette crise forgée en tout sens par ces mêmes acteurs, tant du cote national et international.

Tout d'abord, il faut souligner que l'aggravation de la crise depuis le lendemain du 7 Juillet 2021 est due à cause de la maladresse et l'absence du bon sens des anciens membres du secteur dit démocratique et populaire qui s'opposaient à toute action posée par l'ancien président Jovenel Moïse, créant un chaos généralisé qui empêchait l'organisation des élections dans le but d'aboutir a une transition qu'ils contrôlèrent eux-mêmes. Voyant que leur plan primaire était menacé avec l'accord PEN, ces derniers s'empressèrent à signer un accord suicidaire avec le premier ministre Ariel Henri. Cependant, même après la signature de ce dit accord, les quatre ténors de la crise (le SDP) pourraient aussi négocier l'installation d'un président au palais national. Ce dernier prendrait en charge les affaires du Pays. Ces membres de l'opposition contre l'ancien président Jovenel Moïse et leurs supporteurs sont dûment responsables de nos malheurs.

Qu'est ce qu'il faut faire en urgence ?

En effet, les leaders des partis politiques tels : Moïse Jean Charles de « Pitit Dessalines » et Jean Bertrand Aristide de « Fanmi Lavalas » devraient mettre de coté leur orgueil politique pour rejoindre « l'accord Montana ». Car, la présence de ces derniers renforcera beaucoup plus la dynamique de ce groupe. En même temps, le grand ami et supporteur du Me. André Michel, Jean Monard Métélus doit convaincre ce dernier d'accélérer les négociations qui doivent aboutir à l'installation de Mr. Fritz Jean comme président et Dr. Ariel Henri comme premier ministre de la transition. L'action immédiate de ces deux hommes sera d'organiser un dialogue entre les différentes composantes de notre nation en vue d'établir les priorités de la transition. Cela mettra fin a toute velléité de la communauté internationale de nous occuper une fois de plus. Car, quoi que l'on fasse, la solution définitive de cette crise profonde qui menace l'existence même de notre nation ne peut être que le fruit d'une négociation sincère entre le peuple haïtien lui-même.

En notre qualité de syndicaliste de formation (Fondateur et Secrétaire General de la CNTH), ancien candidat pour la Municipalité de Port-au-Prince des élections de l'année 2000 sous la bannière du « Mouvement Chrétien Pour Une Nouvelle Haïti, MOCHRENHA », actuel Président de la « Green Haïti international Foundation » **et le pionnier des programmes d'éducation civique en Haïti**, nous conseillons au premier ministre Ariel Henri, Me. André Michel et son groupe d'entreprendre une négociation sincère qui aboutira sans nul doute sur le redémarrage de notre pays tant sur le plan sociopolitique, économique et environnemental. **Car, tout est négociable.**

Cette idée pourrait nous éviter une troisième occupation militaire en moins de trente (30) ans. Néanmoins, faut-il espérer un grand miracle cette fois-ci ?

Tenant compte de l'histoire récente de notre pays, le mot « négociation » n'a jamais été dans le vocabulaire des Haïtiens, spécialement les hommes d'état. Ils avancèrent toujours aveuglement avec leurs plans néfastes qui occasionnent le malheur du peuple haïtien. Voyons ensemble quelques époques de négociation échouée durant ces trois dernières décennies et leurs conséquences :

Après le coup d'état de 1991, Président Aristide a radicalement refusé de rencontrer général Cedras. Il s'opposa à toute forme de négociation qui pourrait résoudre la crise d'une manière plus ou moins acceptable. Il a au contraire dans un premier temps signé un embargo stricte qui détruisit globalement notre environnement et contribua à la misère atroce du peuple haïtien. Il a ensuite signé une occupation militaire humiliante et destructive sur notre pays dont les séquelles sont encore présentes et vivante dans l'environnement de notre pays et la mémoire du peuple haïtien. Paradoxalement, étant le porte parole du comité de négociation formé par le premier ministre Ariel Henri, Me. André Michel fait le marronnage pour ne pas rencontrer ceux-là qui faisait partie du même groupe que lui.

Effectivement, pour mieux comprendre la gravité du comportement du président Jean Bertrand Aristide pendant le coup d'état de 1991, voyons ce qui se passait chez notre voisin en République Dominicaine.

Malgré la popularité énorme du DR. Jose Francisco Pena Gomez en République Dominicaine qui a gagné son élection présidentielle avec une majorité de plus de 70%, il avait toujours eu un dialogue franc et permanent avec son opposant Joaquin Balaguer. J'étais présent en République Dominicaine lors de ce dernier face à face entre président Joaquin Balaguer et Dr. Pena Gomez quand ce dernier a prononcé ces paroles célèbres : **Balaguer, disait Dr. Pena Gomez, « la République Dominicaine est plus forte que moi, plus forte que vous. Je peux vous pardonner, mais l'histoire ne pardonne jamais »**. Il a ainsi concédé le pouvoir à Balaguer juste pour éviter une invasion militaire à son Pays. Car, il connaissait très bien les conséquences destructives d'une occupation étrangère. Cet acte de courage et de patriotisme contribue à une République Dominicaine riche et prospère aujourd'hui. Malheureusement aujourd'hui, les intérêts économiques des clans sont beaucoup plus importants que la souveraineté de notre nation. Ils (les ténors de la crise) ne comprennent pas le gémissement de notre peuple qui croupit dans la misère atroce et la pauvreté extrême. Ils n'entendent pas les cris du désespoir de ceux-là qui sont traumatisés à cause de l'insécurité mortelle et destructive qui ravagent notre Pays. Quelle honte pour nous qui devenons la risée du monde entier à cause de la maladresse de ces Hommes.

Pourtant, Président Aristide qui a signé l'embargo de 1991 et l'occupation étrangère de 1994 qui sont majoritairement la cause de nos malheurs, notre misère et toutes sortes de maux est encore vivant. Son parti politique fut le premier qui a affaibli l'accord Montana tout en refusant toute forme de compromis ou négociation qui pourrait fortifier cette initiative de bon sens. **Ne peut-il pas offrir qu'un plus précieux cadeau au peuple haïtien avant sa mort tout en rejoignant l'accord Montana en urgence ?**

Le saviez-vous ? Si Moïse Jean Charles et Jean Bertrand Aristide s'entendaient sur le choix d'un président et un premier ministre lors de la dernière élection présidentielle, ils gagneraient très facilement. Le succès de l'alliance politique entre **Joaquin Balaguer et Juan Bosch** (deux ennemis politiques de très longue date) contre Dr. Peña Gomez prouve que l'orgueil politique ne doit pas exister.

Voyons aussi une Autre occasion de négociation politique ratée par les Lavalas de Jean Bertrand Aristide qui a causée nos malheurs :

Si l'on devrait écrire l'histoire réelle d'Haïti pour ces trois dernières décennies, le nom du défunt président René Préval citerait beaucoup de manière négative dans plusieurs occasions telles : organisation de fausses élections législatives et municipales du 21 Mai 2000 où il a frauduleusement donné plus de 98% des votes à Fanmi Lavalas ; l'organisation de l'élection présidentielle spectaculaire qui a mis président Aristide au pouvoir une seconde fois ; la signature et promulgation du vote du parlement autorisant la formation d'un parti politique avec seulement 20 membres (la multiplicité de partis politiques rend quasiment impossible toute forme de négociation politique) ; l'appel au président Bill Clinton pour la gestion du fond de la CIRH à cause de son incapacité de gestion ; et enfin l'élection présidentielle de 2011 qui symbolise son manque de caractère et de leadership lorsqu'il a cédé aux pressions de Mme. Clinton pour envoyer Michel Martelli qui se positionnait à la quatrième place au second tour. Bref, retournons à notre idée de prouver que nos leaders ne veulent jamais une négociation franche.

Après son élection pour un second mandat, malgré le caractère anti-démocratique de son élection, président Aristide pourrait continuer son mandat, s'il savait négocier. On se souvient que l'opposition à l'époque réclamait surtout un remaniement des résultats des élections du 21 Mai 2000. Pourtant, il (président Aristide) jouait toujours le jeu de l'intelligence mafieuse. Ses maladresses et son égoïsme politique a mis le pays à feu et à sang jusqu'à son départ pour l'exil en Afrique du sud. On pensait que durant son passage en Afrique du sud, notre ancien président allait changer. De retour en Haïti, à l'exemple de Nelson Mandela, on espérait qu'il (Jean Bertrand Aristide) allait prêcher l'amour, la paix, le pardon et surtout la réconciliation nationale pour mettre la base d'une nouvelle Haïti. Pourtant, selon les constats, il n'a aucun signe de regret des erreurs politiques catastrophiques de ses deux mandats.

Très souvent, Nous disons que dans la guerre il n'a pas toujours de gagnants. Dans la crise actuelle d'Haïti, si les acteurs, c'est-à-dire les trois membres du SDP refusent de proposer au premier ministre Ariel Henri un plan qui favorisera l'installation d'un président acceptable au palais national pour débloquer cette crise sans précédente qui détruit toutes les bases de notre société ; Et si au contraire à cause de leur maladresse les forces étrangères débarquent à nouveau dans notre pays, la colère du peuple haïtien augmentera contre eux. Car, leur avenir politique et social et tous ceux qui leur soutiennent est compromis.

Ainsi donc, nous invitons nos frères et sœurs haïtiens qui s'impliquent de près ou de loin dans nos malheurs de se mettre à l'œuvre en urgence pour en trouver une solution acceptable. Car, si dès aujourd'hui nous soumettons notre propre solution à la crise, les étrangers ne pourront pas nous forcer à accepter leur occupation humiliante et déshonnête. Cependant, si au contraire vous persistez dans

votre voie périlleuse, non seulement que l'histoire vous jugera tous un jour, mais le peuple haïtien qui est actuellement à bout de souffle manifestera sa colère beaucoup plus contre vous.


Venel Aladin

Fondateur, Secrétaire General de la « Centrale Nationale Des Travailleurs Haïtiens » (CHTH)
Ex-candidat des élections municipales du 21 Mai 2000 sous la bannière du « Mouvement Chrétien Pour
Une Nouvelle Haïti » (MOCHRENHA)
Fondateur et président de la « Green Haïti International Foundation » (GHIF) et le pionnier des
programmes d'éducation civique en Haïti.